

## Voter (malgré tout) pour Mélenchon ? La tentation du choix de la raison

PAR PAULINE GRAULLE  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 17 MARS 2022



Après un meeting de Jean-Luc Mélenchon à Angers, le 25 janvier 2022. © Photo Frédéric Petry / Hans Lucas via AFP

Malgré ses résistances liées à sa personnalité ou à certaines de ses prises de position, une partie des électeurs de la gauche traditionnelle se résout peu à peu à donner sa voix au candidat insoumis. Avec l'espoir d'un second tour débarrassé de l'extrême droite.

Ni fleur au fusil ni étoiles dans les yeux: cette gauche-là mettra, le 10 avril prochain, un bulletin «Mélenchon» dans l'urne sans grande conviction. Ces électeurs et électrices, issus des classes moyenne ou supérieure, avaient voté pour Benoît Hamon ou Emmanuel Macron en 2017. Cette fois, ils passeront outre leurs préventions, et voteront pour le candidat insoumis.

C'est ainsi faute de mieux que Dominique (*lire notre Boîte noire*), septuagénaire vivant à Brétigny dans le sud de l'Essonne, lui donnera sa voix pour la première fois. Il y a cinq ans, cet ancien cadre de l'éducation nationale, électeur «sans enthousiasme» de François Hollande en 2012, avait voté, comme son épouse, pour Macron par «peur de Fillon». «Il avait alors un profil

*pas très net, qu'on pouvait classer au centre-gauche*», avance ce grand lecteur du philosophe Paul Ricœur dont l'actuel chef de l'État se revendiquait alors.



Après un meeting de Jean-Luc Mélenchon à Angers, le 25 janvier 2022. © Photo Frédéric Petry / Hans Lucas via AFP

Mais le quinquennat est passé par là. Pour Dominique, qui revendique sa culture du «*christianisme social*», l'offensive du président sortant contre les services publics ou sa façon d'exercer le pouvoir, en homme seul, ont été des lignes rouges. Aujourd'hui, face à une offre de gauche qu'il juge «*inconsistante*», sa décision est prise.

En dépit des réserves de ce protestant revendiqué à l'égard de Mélenchon, un personnage qui ne lui plaît guère – son côté «bouffeur de curé», son populisme, ses positions qu'il juge parfois trop pusillanimes sur l'immigration –, il votera pour «*le seul qui a une petite chance d'accéder au second tour*». «*Si tant est que les deux candidatures d'extrême droite se neutralisent l'une l'autre*», analyse-t-il, en rêvant d'un premier tour à l'ancienne, entre la gauche (de Mélenchon) et la droite (de Macron). Ce qui permettrait au passage de s'éviter un choix cornélien au second...

Combien sont-ils, ces électeurs et électrices qui se résigneront à voter pour l'Insoumis le 10 avril prochain? S'il faut patienter 24 jours pour avoir le fin mot de l'histoire, un coup de sonde dans les profondeurs de l'électorat permet de le constater: la machine à phosphorer est bel et bien lancée au sein de ce peuple de gauche déboussolé par ces candidatures à la fois pléthoriques (6 candidats) et insatisfaisantes.

De tribunes (*lire ici le billet de blog de Livia Guarrigue*) en échanges, parfois piquants, sur les réseaux sociaux, et jusque dans les repas de famille, partout on argumente, on se chipote et on s'engueule sur les avantages et les inconvénients à accorder sa voix au leader insoumis. Il faut dire que, depuis

quelques semaines, la petite musique du vote «utile» entretenue par les sondages, dont certains donnent Mélenchon dans le trio de tête des finalistes potentiels, est entrée de plain-pied dans cette campagne que tout le monde croyait jouée d'avance.

Une lueur d'espoir à laquelle la féministe Caroline De Haas se raccroche désormais. Pas rancunière, l'ex-candidate (malheureuse) aux législatives à Paris, qui fut soutenue par toute la gauche sauf... par La France insoumise (LFI), s'est désormais rendue à un choix «de raison». «*J'étais partie en mode "vénère" pour voter Poutou, et puis je me suis imaginé ce que serait deux semaines d'entre-deux-tours sans racisme et sans sexisme*», raconte celle qui espère qu'un tel scénario donnerait beaucoup de force au mouvement social pour affronter les embûches – réforme des retraites, **conditionnement du RSA** à l'activité, autonomisation totale des universités... – en cas de réélection du président sortant.

Ce jeudi 17 mars, c'était au tour du maire de Corbeil-Essonnes, tombeur du clan Dassault en 2020, d'annoncer à son tour **dans une tribune de Mediapart** qu'il rejoignait, bon an mal an, les rangs des soutiens à Mélenchon : « *Je ne peux me résoudre à porter une part de responsabilité à un second tour réplique de celui de 2017 opposant Marine Le Pen au président sortant avec le bilan désastreux que l'on connaît* », avance-t-il.

Chez les anonymes aussi, ni militants ni spécialement engagés en politiques, les tergiversations ont, ces dernières semaines, redoublé d'intensité. Soizic, 31ans, metteuse en scène implantée en Ardèche, a été «*bien paumée*» ces derniers temps. Après avoir, un temps, espéré la candidature de Christiane Taubira «*parce qu'il fallait bien qu'il se passe quelque chose à gauche*», elle est à peu près décidée: son bulletin ira à LFI, pour «*élever le débat*».

Même si, le reconnaît-elle, entre le Covid et la guerre en Ukraine, la période pourrait faire chanceler quelques certitudes: «*Je suis à fond pour le non-alignement et la sortie de l'OTAN que Mélenchon*

*propose, mais en ces temps de guerre, cela me semble beaucoup plus angoissant*», confie-t-elle ainsi, comme si elle se laissait encore une porte de sortie.

Le cheminement est *grosso modo* le même pour Yolande. Cette ancienne travailleuse de l'humanitaire votait jadis pour le PS «*quand il était de gauche*». Aujourd'hui, la jeune retraitée fait partie de cet électorat «*désespéré*» par des Verts «*qui n'arrêtent pas de s'engueuler*» et un PS devenu un repoussoir après le mandat Hollande. Le seul à trouver grâce à ses yeux n'est autre que Philippe Poutou. Mais à quoi bon? La Toulousaine sort les griffes contre le Mélenchon de «*la République c'est moi*», «*un homme qui ne se remet jamais en question*», que son équipe aurait, d'après elle, mieux fait de remplacer par Clémentine Autain. Pour l'heure, elle hésite encore et se décidera «*le jour même, dans l'isolement*».

#### « Un bulletin, on te demande pas de l'aimer »

Au sein de l'état-major de LFI, où les enquêtes d'opinion sont scrutées comme le lait sur le feu, on a en tout cas bien perçu ces frémissements. Depuis, on s'évertue à mettre du charbon dans la locomotive, en instillant l'idée que la candidature Mélenchon serait le seul vote à même de débarrasser l'entre-deux-tours de l'extrême droite. «*Ce serait un événement énorme*», soulignait à dessein le candidat, la semaine dernière lors d'une conférence de presse, transformant pour l'occasion son slogan «*Un autre monde est possible*» en «*Un autre second tour est possible*».

Une incitation claire au «vote barrage» dès le premier tour: l'argument fait mouche. Même si certains se rappelleront qu'il émane d'un candidat ayant refusé d'appeler à voter Macron contre Le Pen en 2017 et qui, en 2020, **sur son blog**, moquait encore ces «*castors [...] bouffi[s] de satisfaction d'avoir leur place dans le bon camp*», en référence au surnom peu flatteur attribué à ces électeurs encore persuadés de la pertinence d'un «front républicain».

Mais aujourd'hui la page est tournée et les éléments de langage rodés. Tout à son objectif de faire craqueler son «plafond de verre» électoral, l'Insoumis fait désormais miroiter les bénéfices d'un duel avec

Macron qui «*purifierait l'atmosphère*». «*Mieux vaut discuter de savoir si la retraite est à 65 ou à 60 ans, plutôt que du venin intellectuel que répand l'extrême droite pour savoir si les problèmes de sécurité dans les quartiers dépendent de la religion de ceux qui s'y trouvent*», arguait-il, dimanche, dans *Le JDD*.

«*La question est simple: voulez-vous l'extrême droite ou Mélenchon au deuxième tour?*», résume Manuel Bompard, son directeur de campagne, qui estime pouvoir aller chercher 4 à 6 points dans l'électorat de Fabien Roussel et de Yannick Jadot – celui d'Anne Hidalgo étant, selon ses mots, «*à l'os*».

Depuis l'automne, le candidat, qui tresse désormais les louanges de la relatéralisation gauche/droite du champ politique, s'emploie donc à se faire plus rond pour capter l'attention de ceux qu'il appelle les «*classes moyennes supérieures "sachantes"*» (son talon d'Achille électoral, reconnaissait-il dans **une interview** à Mediapart en 2018). Il refuse de se livrer aux «*polémiques de bac à sable*» avec le reste de la gauche, promet qu'au second tour il saura tendre la main aux partenaires pour constituer son gouvernement, ou donne, mine de rien, quelques bons points à l'économiste Thomas Piketty, ex-soutien de Benoît Hamon...

La semaine dernière, c'est Pierre Joxe, ancien ministre de l'intérieur de François Mitterrand, qui se rendait à **la présentation du livret «sécurité»** du programme. Derrière le pupitre, ce proche de Lionel Jospin a loué le «*travail formidable*» de LFI sur le sujet.

### Effacer l'ardoise?

Écrire le récit des ralliements de personnalités non issues de la gauche radicale: alors qu'en 2017 le mouvement mélenchoniste prenait parfois les airs d'une organisation refermée sur elle-même, la mise sur pied du **parlement de l'Union populaire** a permis d'ouvrir grand les portes de LFI à des figures qui comptent à gauche. Comme l'économiste d'Attac Aurélie Trouvé, l'antispéciste Aymeric Caron ou l'écrivaine Annie Ernaux, tous trois loin d'être des mélenchonistes de la première heure...

Il y a quelques jours, dans une vidéo intitulée «*Mélenchon, à fond*», le député François Ruffin y est, lui aussi, allé de son petit encouragement, comme un petit coup de pouce empathique destiné à lever les réticences des derniers récalcitrants: «*Un bulletin, c'est comme un tournevis: c'est un outil, ça peut servir de levier, on te demande pas de l'aimer!*»

C'est que donner sa voix à un candidat que l'on ne porte pas spécialement dans son cœur n'est pas sans inconfort. Au sein de cette gauche peu amène avec le mélenchonisme mais prête à passer le pas, les arguments destinés à réduire la dissonance cognitive entre son rejet, parfois épidermique, du candidat et ce que l'on s'apprête à faire le 10 avril se multiplient.

D'abord, faire passer le programme devant le personnage. «*L'Avenir en commun est le projet le plus cohérent, le plus proche des exclus du système, le plus écolo*», estime ainsi Dominique, qui se rassure aussi en pensant au collectif des députés insoumis qui «*se sont battus avec un certain talent pendant la législature*». «*Clairement, je vote pour le programme, pas pour le mec: je vote insoumis, pas Mélenchon*», ajoute Soizic.

Charlotte, éditrice parisienne de 31 ans, tente, de son côté, de dépassionner le débat: «*Je dis très tranquillement à mes amis qui n'arrêtent pas de m'opposer que la tête de Mélenchon ne leur revient pas qu'ils devraient avoir davantage peur de la droite*», explique celle qui se définit comme une électrice de «*gauche modérée*». «*Moi, je demande seulement à mon candidat d'incarner mes valeurs et de porter un programme qui me convient à peu près: on n'est pas là pour se marier!*»

Rationaliser, se libérer des affects, mais aussi relativiser. Pas toujours simple de faire table rase du passé de l'Insoumis, qui se retrouve sur le gril médiatique depuis au moins une décennie. Toutes les personnes interrogées par Mediapart citent son comportement, lors des perquisitions de l'automne 2018, ses sorties **flirtant avec le complotisme**, son **rapport baroque** à la vaccination, ou la façon qu'il a eue de rudoyer les organisations syndicales...

Quand Serge, associatif à Marseille, se *«bouchera les oreilles»* jusqu'au premier tour pour ne pas voir sa bonne résolution contrariée par quelque sortie intempestive, le Lyonnais Anthony a, lui, opté pour la mémoire sélective: *«“Mélench” est capable du meilleur comme du pire; je choisis de garder le meilleur en tête»*, sourit-il, rappelant la récente prestation *«cata»* dans l'émission de Cyril Hanouna, où l'Insoumis a maladroitement pris à partie un policier, créant un malaise perceptible dans le public.

*« Mélenchon est bon quand il ne tombe pas dans le manichéisme qui est en dessous de sa pensée politique»*, analyse cet intermittent du spectacle, qui accepte volontiers d'entendre parler de *«complexité»* en politique. Plus encore en ces temps de guerre en Ukraine, un pays où le comédien s'était rendu dans le cadre d'un projet théâtre il y a quelques années. Depuis, si l'idée de *«laisser crever une population»* lui est insupportable, il comprend aussi les appréhensions du leader insoumis à armer la population locale, *«ce qui risquerait de conduire à un engrenage»*.

Reste que ce sujet précis chiffonne pas mal Lionel, Lillois de 32ans: *«Le vrai truc qui me bloque, c'est son rapport à la Russie, son souverainisme à géométrie variable quand il s'agit d'international.»* Mais pas de quoi pour autant faire douter cet intermittent du spectacle qui votera *«malgré tout»* Mélenchon, comme il l'avait fait en 2012 et 2017.

Une décision prise à froid, il y a six mois: *«Je vote comme je signe une pétition, j'essaie de ne pas mettre plus d'affect que cela»*, insiste le chercheur qui voit dans les réactions outrées à l'épisode des perquisitions

*«une forme de “classisme” [réaction liée à la classe sociale – ndlr] de gens qui ne supportent pas que Mélenchon parle fort»*. D'ailleurs, Lionel remercierait plutôt l'ambivalence de l'Insoumis sur la vaccination, laquelle aurait permis *«d'éviter à un certain nombre de gens de tomber dans le complotisme»*.

Cette idée d'un Mélenchon qui, s'il était au pouvoir, *«nous aurait fait attendre le vaccin russe ou cubain»* ne passe en revanche pas du tout pour Geneviève, salariée francilienne d'un organisme de formation et bénévole dans une association d'aide aux migrants. Cette électrice *«très en colère»* contre le quinquennat Hollande, avait été parmi les 6% d'électeurs à voter pour Benoît Hamon, jugé plus à gauche que son prédécesseur, en 2017. Elle hésite à présent entre LFI et les écologistes.

Gênée par le *«caporalisme apparent»* de LFI, elle pense surtout à la suite: *«Si la gauche parvient à accéder au second tour, elle se sentira peut-être enfin investie d'une responsabilité qui l'amènera à travailler ses idées dans la complexité du monde!»*, veut-elle croire. En attendant, elle se sent de plus en plus aller vers un vote Mélenchon au premier tour. À une seule condition: *«Qu'il ne soit jamais élu au second.»*

### Boîte noire

Une dizaine de personnes ont été interrogées pour cet article destiné à donner un aperçu qualitatif du cheminement de cet électorat. Contrairement aux personnalités publiques qui se sont notamment exprimées sur les réseaux sociaux, nous avons fait le choix de ne pas mentionner leur nom de famille.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.